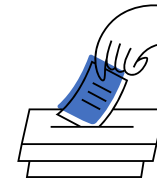


# PARLONS ÉLECTIONS

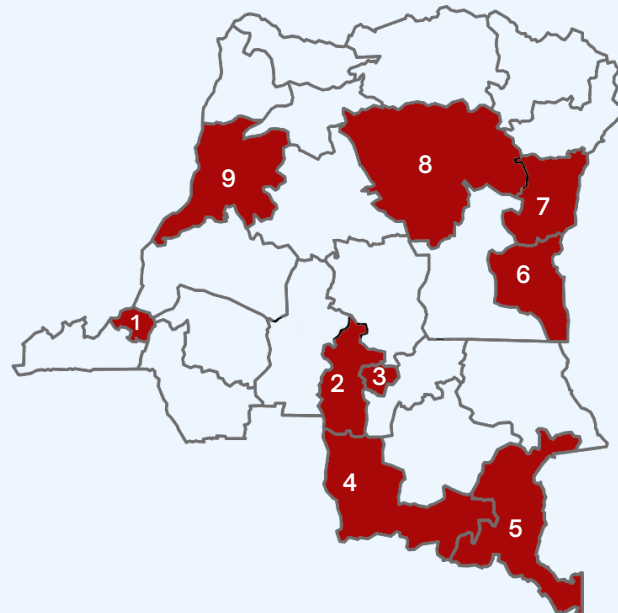


EDITION N° 10

26 SEPTEMBRE – 2 OCTOBRE 2022

## ZONES D'INTERVENTION DU PROJET

- 1 Kinshasa
- 2 Kasai-Central
- 3 Kasai-Oriental
- 4 Lualaba
- 5 Haut-Katanga
- 6 Sud-Kivu
- 7 Nord-Kivu
- 8 Tshopo
- 9 Equateur

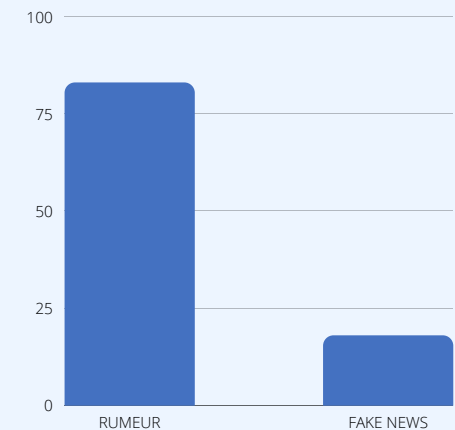


## A propos du bulletin

Ce bulletin répond aux rumeurs qui circulent dans les communautés, en ligne et sur les plateformes de médias sociaux autour des élections et du processus électoral en RDC.

La collecte se fait sur le terrain par les Commissions Diocésaines Justice et Paix (CDJP) de neuf provinces, et en ligne sur les réseaux sociaux et les sites web par NEXT CORP et CONGO CHECK.

## ANALYSE DES CATÉGORIES DES COMMENTAIRES COLLECTÉS DANS LA COMMUNAUTÉ



La plupart de feedbacks collectés durant cette période sont des rumeurs dont 83 et 18 fausses informations.



## Rumeur #1

Récoltée en Equateur

On ne veut pas que les habitants du territoire de Libenge participent à l'opération de l'enrôlement pour qu'ils soient exclus des élections de 2023, c'est pourquoi on brandit l'éventuelle incursion des Rwandais.



Discussion communautaire

NIVEAU DE RISQUE



MOYEN

## RÉPONSES ET INFORMATIONS COLLECTÉES

Une note d'information de l'Agence nationale de renseignement (ANR), direction provinciale du Sud-Ubangi, envoyée au gouverneur de la même province en date du 27 septembre 2022 indique que : «Vendredi 23 septembre 2022, à 4 heures 30, 150 éléments rwandais ont atterri à l'aéroport de Mpoko à Bangui. Ils ont été déployés dans la préfecture centrafricaine de Mongoumba, dans le cadre de coopération militaire Rwando Centrafricaine. La source contactée ce matin sur le lieu nous signale qu'à Mongoumba, il ne reste que 50 militaires rwandais, les restes seraient dans l'île des Singes dans le territoire de Libenge en République démocratique du Congo, non loin de la frontière entre la République centrafricaine et le Congo Brazza. Considérant que le Rwanda tient à déstabiliser notre pays sur plusieurs fronts, il y a lieu que l'opération de patrouilles mixtes en profondeur FARDC, PNC, ANR et la DGM soient menées dans cette île pour y dénicher les éventuelles infiltrations rwandaises à partir de la RCA », a-t-on lu dans la note d'information.

Une autre note attribuée cette fois à Esdras Bahekwa, ambassadeur de la RDC en RCA, signée le 23 septembre 2022, rapportait d'autres faits similaires en insistant sur le souhait d'accélérer la signature de l'accord de défense entre la RDC et la RCA. Lundi 3 octobre, Esdras Bahekwa Kambale a été reçu par Sylvie Baipo Temon, ministre centrafricaine des Affaires étrangères. Les deux personnalités ont échangé autour de la situation.

À ce jour, il n'y a pas de rapport officiel sur l'incursion des troupes rwandaises dans le grand Équateur et précisément dans l'île des Singes dans le territoire de Libenge. Il existe bien un contingent de militaires rwandais en RCA dans le cadre de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en Centrafrique (MINUSCA) depuis 2014.

Aucune province (même celles sous état de siège) ni entité n'est écartée du plan d'action de la centrale électorale. « Nous travaillons d'abord selon notre feuille de route. Et jusque-là, la CENI n'a pas encore dit qu'elle est bloquée dans une zone X ou Y pour dire que là il n'y aura pas élections. La CENI travaille d'arrache-pied et n'exclut aucune province. Même dans les provinces sous état de siège, la CENI fait un effort pour y travailler. La CENI a fait sa cartographie sur toute l'étendue de la RDC », avait déclaré, en septembre dernier, Nestor Maroyi, responsable éducation civique et électorale à la CENI.



## Rumeur #2

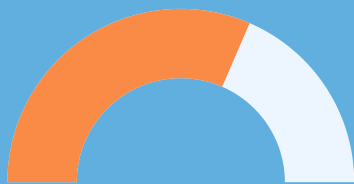
Récoltée au Kasai Central

Le gouvernement entretient le conflit entre Batéké et Bayaka dans la province de Kwilu enfin que les élections ne s'organisent pas dans cette contrée, fief de l'opposant Martin Fayulu.



Discussion communautaire

NIVEAU DE RISQUE



M O Y E N

## RÉPONSES ET INFORMATIONS COLLECTÉES

Le conflit interethnique entre Tekes et Yakas se déroule dans le territoire de Kwamouth en province de Mai-Ndombe. Il n'existe aucun élément de suspicion ou prouvant que le gouvernement est à l'origine de ce conflit. Une équipe gouvernementale conduite par le Vice-premier ministre, ministre de l'Intérieur, sécurité, décentralisation et affaires coutumières avait fait une descente sur le terrain fin août dernier avant que l'aide humanitaire fournie par le gouvernement ne suive début septembre dernier.

Le Chef de l'Etat, Felix Tshisekedi, a également présidé une réunion avec les autorités coutumières pour trouver une solution à ce conflit. La gouverneure de cette province, Rita Bola, a même dénoncé une "infiltration et une main noire" d'acteurs politiques après sa rencontre avec le président de l'Assemblée nationale à Kinshasa. Pour ce qui est des élections et précisément de l'enrôlement des électeurs programmé pour décembre 2022, la CENI a affirmé que le territoire de Kwamouth ne sera pas exclu du processus. L'entité territoriale figure bel et bien dans la cartographie électorale de la CENI, avait indiqué la gouverneure Rita Bola à l'issue d'un entretien, mercredi 28 septembre, avec le président de la CENI.

« Nous sommes venues à la CENI pour en savoir plus en ce qui concerne l'enrôlement des électeurs qui se fera bientôt. Nous venons d'avoir des assurances pour notre territoire de Kwamouth, qui est dépeuplé suite au conflit qui se passe dans ce territoire. Qu'allons-nous faire, comment ça va se passer, quelles sont les stratégies mises en place par la CENI et le gouvernement central pour que nous puissions faire revenir cette population afin de participer à l'enrôlement. L'enrôlement aura bel et bien lieu à Kwamouth. Les stratégies seront mises en place. Les militaires ont déjà apaisé la population qui est rentrée et le gouvernement tant central que provincial, nous allons rassurer cette population-là en ramenant le bon vivre et vivre ensemble et puis il y aura bel et bien enrôlement à Kwamouth », avait déclaré Rita Bola, Gouverneure de la Province du Mai-Ndombe comme rapporté par actualite.cd le 04 octobre 2022.

Cette psychose est plus alimentée par le fait qu'en 2018, un autre autre conflit interethnique entre les Nunus et les Tendes dans le territoire de Yumbi (Mai-Ndombe) avait empêché les électeurs de ce territoire de voter à la présidentielle. Les législatives ont eu lieu plus de 3 mois après le jour de vote officiel.



## Rumeur #3

Récoltée au Haut- Katanga

” On prépare la fraude aux élections de 2023 en laissant entrer frauduleusement les kits électoraux à Kasumbalesa pour les transférer à Kinshasa.



Discussion communautaire



## RÉPONSES ET INFORMATIONS COLLECTÉES

« Faux. À ce jour, aucun kit électoral n'est arrivé en RDC à part les 4 prototypes de kit d'enrôlement réceptionnés à Kinshasa. La CENI dispose des hubs principaux par où passe le matériel électoral avant son déploiement vers les entrepôts. Kasumbalesa n'est même pas sur cette liste », explique Jean Baptiste Itipo, directeur de communication de la CENI.

Il est important de noter que la CENI a récemment pré-testé les kits électoraux fournis par Miru System (l'entreprise coréenne qui a remporté l'appel d'offres pour la fourniture du kit électoral pour les élections). Les tests ont été effectués à Luozi, Mbanza Ngungu (Kongo Central), les communes de Lingwala et Maluku à Kinshasa pour vérifier l'efficacité et le niveau de performance des kits avant leur déploiement. Aucun test n'a été effectué à Kasumbalesa. Le pré-test du matériel est important pour renforcer la fiabilité du processus électoral.



## Rumeur #4

Récoltée au Nord-Kivu

“ L’entourage du président Tshisekedi aurait contacté une société russe pour la livraison de logiciels de fraude et d’effets spéciaux en faveur de la Commission électorale de la RDC. Cinq informaticiens russes sont déjà à Kinshasa pour former une équipe de jeunes issus du régime en place.



Publication Facebook



## RÉPONSES ET INFORMATIONS COLLECTÉES

« La CENI dispose de jeunes techniciens et informaticiens congolais de haut niveau. En matière informatique, l’expertise de la CENI est avérée. Il n’y a aucune présence d’informaticiens étrangers à la CENI », affirme Jean Baptiste Itipo, directeur de la CENI.

« Le processus de passation de marché s’est passé normalement et Miru System a gagné le marché et aujourd’hui on travaille sur les améliorations du système pour beaucoup plus de performance, d’objectivité ainsi que de transparence. Je ne vois pas à quel moment un autre logiciel peut interagir dans ce système », Nestor Maroyi, chargé de sensibilisation à la CENI.

À ce stade, il n’existe aucun élément de preuve du déploiement de spécialistes informatiques russes pour saper le processus électoral.



## Rumeur #5

Récoltée en Equateur

Le manque de consensus dans la désignation des acteurs clés devant intervenir dans l'organisation des scrutins en 2023 demeure le plus grand obstacle de l'organisation des élections en RDC et remet en cause la crédibilité desdites élections.



Discussion communautaire

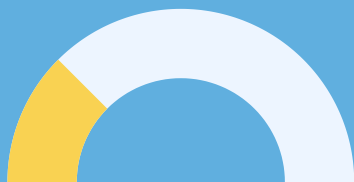
### RÉPONSES ET INFORMATIONS COLLECTÉES

La polémique autour du choix de Denis Kadima comme président de la CENI avait été virulente l'année dernière. Denis Kadima a été élu au travers du vote de 6 confessions religieuses sur les 8 confessions qui ont pris part au scrutin. Ce résultat a été essentiellement contesté par les protestants et les catholiques qui ont accusé monsieur Kadima d'être trop proche du président Felix Tshisekedi.

En République démocratique du Congo, la loi donne aux confessions religieuses la responsabilité de choisir les candidats membres du bureau de la CENI. En cas d'absence de consensus des partis, un vote départage les candidats.

Si la CENI a une responsabilité majeure dans l'organisation des élections crédibles et transparentes, les citoyens ont également le droit de demander à la CENI de rendre compte de ses actions afin de s'assurer que la gestion du processus électoral et des élections est conforme à son mandat constitutionnel.

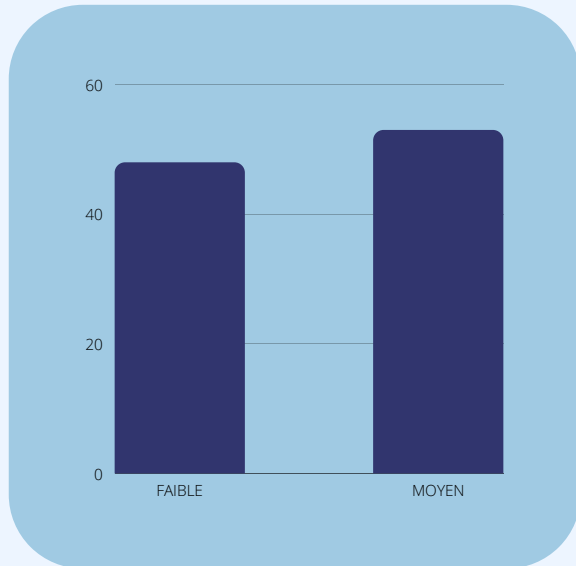
NIVEAU DE RISQUE



FAIBLE

# ANALYSE

## Niveau de risque

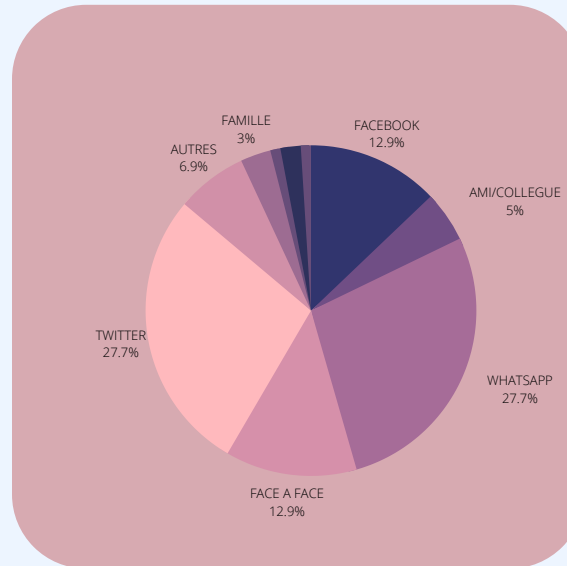


Du 26 septembre au 02 octobre 2022, nous avons collecté 101 rumeurs dans 8 provinces parmi les 9 ciblées par le projet. 69 proviennent en ligne sur médias sociaux dont 28 sur WhatsApp, 28 sur Twitter et 13 sur Face Book ; et 32 proviennent de la collecte hors ligne parmi lesquelles 2 de clubs d'écoute et 1 d'une émission radio.

De ces rumeurs, 48 ont un niveau de risque faible et 53 un niveau moyen de risque.

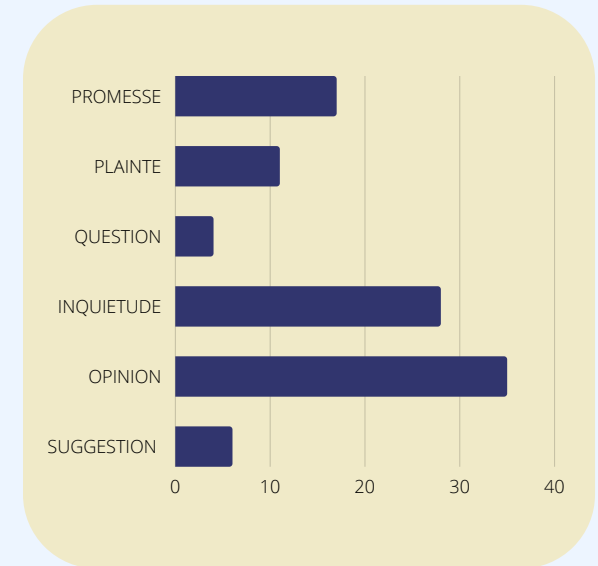
Les rumeurs abordées dans ce numéro ont été triées parmi celles qui nécessitent une explication pour faciliter la compréhension du processus électoral par la population.

## Canal de partage des commentaires



Pour cette période, nous avons trouvé que WhatsApp et Twitter sont des canaux qui ont plus été utilisés pour partager les rumeurs qui circulent autour des élections en République Démocratique du Congo, avec 28 feedbacks chacun, suivi de contacts en Face à Face et Face book avec 13 feedbacks chacun.

## Type de Commentaire



35 feedbacks collectés pendant cette période reflètent les opinions informées et faits divers concernant la tenue des élections, 28 inquiétudes, 17 promesses, 11 plaintes, 6 suggestions et 4 questions.



**Vous voulez nous  
donner votre avis,  
vous impliquer ou  
partager des données ?**

**Nous aimons discuter !**

Contact:  
Thérèse Ntumba

✉ [info@actualite.cd](mailto:info@actualite.cd)

☎ +243 971 189 467

# PARLONS ÉLECTIONS

**EDITION N° 10**

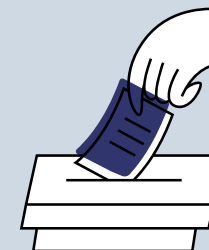
**26 SEPTEMBRE - 2 OCTOBRE 2022**

**Consulter également :**



Parlons élections :  
les éditions précédentes

<https://lokutamabe.com/>



Ce bulletin est produit par Kinshasa News Lab avec l'appui technique d'Internews dans le cadre du programme Media Sector Development Activity (MSDA)

**Date de publication : 7 Octobre 2022**

